



Sorgho en gerbes

Des moyens pour développer la recherche au Sud

- Moyens financiers
- Ressources humaines
- Systèmes d'information
- Évaluation

Dans le domaine administratif, l'année a été marquée par une forte mobilisation de l'ensemble des personnels pour mettre en œuvre le progiciel SORGHO déployé dès le début de l'année, ainsi que le nouveau cadre budgétaire et comptable (NCBC). L'IRD est le premier EPST à mettre en œuvre cette nouvelle réglementation. La remarquable implication et mobilisation des gestionnaires de l'Institut a permis d'obtenir un taux d'exécution budgétaire légèrement supérieur à celui de 2004, comme en témoignent les états de clôture comptable. Concernant le volet « paie et gestion administrative des personnels », la mise en production des 4 modules de gestion administrative du personnel et de la paie, des postes et des temps a débuté à la mi-décembre et tous les tests nécessaires ont été conduits pour sécuriser la réalisation d'une première paie avec ce progiciel, en janvier 2006. Quant au schéma directeur des systèmes d'information (SDSI), il est arrivé au terme de sa première phase (2002-2005).





Les moyens financiers

La nouvelle présentation du NCBC fournit une lecture plus claire des choix budgétaires : elle distingue désormais les activités propres des unités de recherche et de service - ventilées par départements scientifiques et selon les six programmes généraux de recherche ; les actions communes de l'établissement et enfin les fonctions supports. Par ailleurs, la nomenclature des dépenses par nature est la base d'une meilleure responsabilisation des gestionnaires.

Des moyens financiers soutenus, qui reflètent l'effort de la nation en faveur de la recherche

Le budget de l'Institut a été arrêté à 195,24 M€, selon les priorités suivantes :

- poursuivre le soutien à l'activité scientifique, en augmentant les moyens des unités de recherche et de service
- engager un plan d'entretien du patrimoine, tout en renforçant les moyens destinés à l'équipement scientifique
- stabiliser les crédits à caractère incitatif relevant désormais en priorité de l'Agence nationale pour la Recherche
- engager le renouvellement de la flotte scientifique, en concertation avec les autres organismes de recherche concernés.

Les recettes de l'Institut se sont élevées à 180,69 M€ : 167,35 M€ correspondent à la subvention de l'État, 10,60 M€ aux contrats de recherche (près de 17 % de contrats européens) et 2,74 M€ aux recettes diverses.

Le budget de l'Institut a été affecté à hauteur de 72 % à la rémunération du personnel, soit 131,2 M€.



Acquisition d'un gravimètre absolu



Navire océanographique Alis

Le renforcement des moyens des unités de recherche et de service

Deux tiers des moyens financiers sont attribués aux unités, qui représentent 71,7 % des dépenses de personnels sur emplois budgétaires et 41,6 % des budgets de dotation globale de fonctionnement et d'investissement.

L'Institut a consacré une enveloppe de 30,6 M€ à l'expatriation, qui demeure une priorité. Les chercheurs sont présents dans près de quarante pays.

Les actions communes traduisent les engagements de partenariat de l'Institut

L'investissement pour les grands équipements a représenté 2,75 M€ : l'Institut a financé le montage d'un laboratoire de mesures des isotopes stables, une participation à l'acquisition d'un gravimètre absolu et a achevé l'installation d'une station de réception d'images multi-satellitaire en Guyane. Un effort particulier est aussi engagé pour la modernisation de la flotte, notamment la rénovation du navire hauturier Antéa.

Avec 1,24 M€, les contributions aux partenariats illustrent l'engagement de l'Institut auprès de ses partenaires, organismes de recherche français et organismes internationaux.

Un programme d'investissement patrimonial

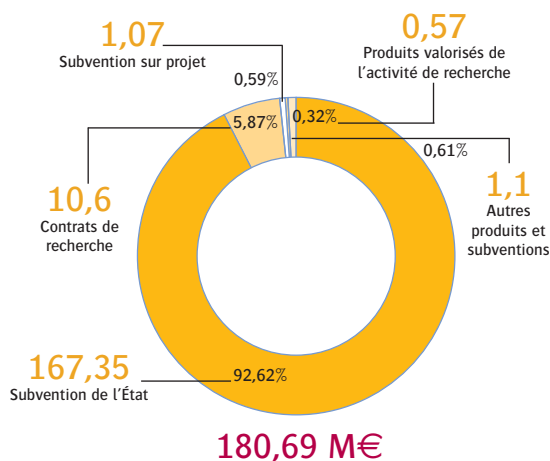
L'Institut a réalisé plusieurs opérations sur son patrimoine immobilier pour un montant total de 1,18 M€ : achèvement de l'extension du laboratoire d'étude en géophysique et océanographie spatiale (LEGOS) à Toulouse ; début des travaux d'extension du pavillon d'accueil du centre d'Ile de France à Bondy ; à Montpellier, achèvement des travaux sur les serres transgéniques et construction d'un bâtiment destiné aux sciences de la plante.

Un effort stratégique sur les systèmes d'information

L'Institut a consacré un investissement important, soit 10,6 M€, pour la mise en œuvre de la première phase (2002-2005) du schéma directeur des systèmes d'information (SDSI), arrivée à son terme.

Contact : df@paris.ird.fr

Ressources de l'IRD, en M€



Origines des ressources sur contrats de recherche, en M€

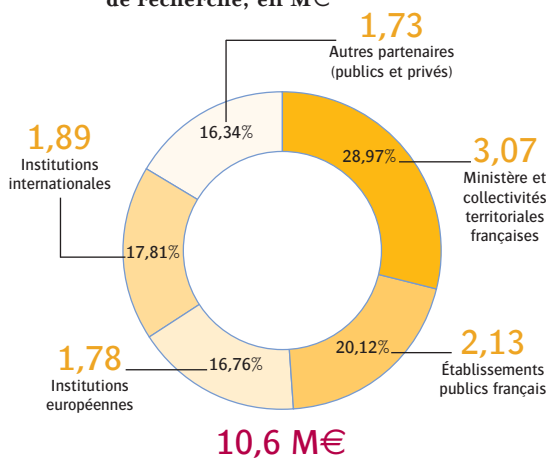
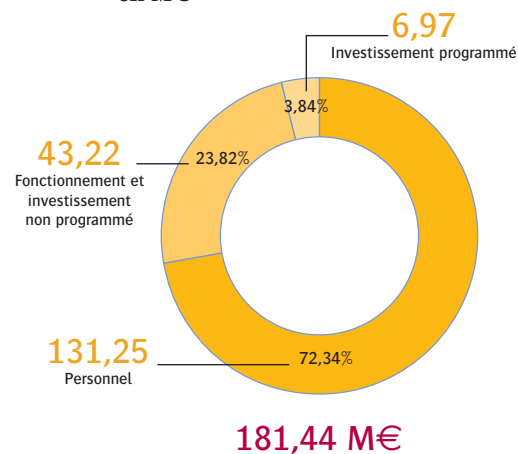


TABLEAU 4 Répartition des recettes sur contrats de recherche, en M€

Département « Milieux et Environnement »	2,36
Département « Ressources vivantes »	3,09
Département « Sociétés et Santé »	3,97
Autres	1,18
Total inscrit en budget	10,60
Reversement aux partenaires hors budget	1,80
TOTAL	12,40

Dépenses globales de l'IRD par nature, en M€



Répartition géographique des dépenses, en M€

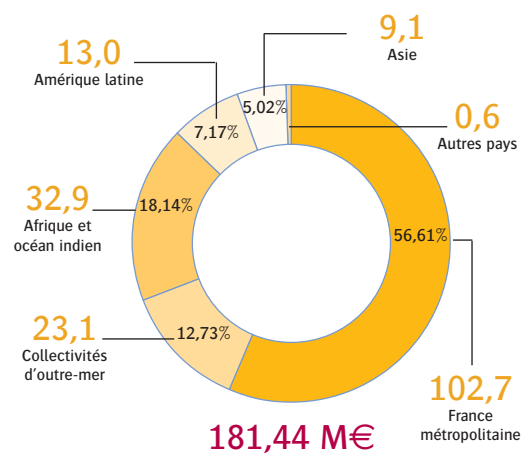


TABLEAU 1 : Dépenses des unités, en M€

Département de recherche	Personnel	Fonctionnement et investissement	Total
Département "Milieux et Environnement"	29,03	5,44	34,47
Département "Ressources vivantes"	29,73	5,81	35,54
Département "Sociétés et santé"	32,03	6,74	38,77
TOTAL	90,79	17,99	108,78

Programmes de recherche	Personnel	Fonctionnement et investissement	Total
• Risques naturels, climats et ressources non renouvelables	8,29	1,65	9,94
• Gestion durable des écosystèmes du Sud	16,25	3,09	19,34
• Eaux continentales et côtières	19,58	3,01	22,59
• Sécurité alimentaire dans le Sud	14,93	3,15	18,08
• Sécurité sanitaire et politiques de santé	13,91	4,30	18,21
• Développement et mondialisation	17,83	2,79	20,62
TOTAL	90,79	17,99	108,78

TABLEAU 2 : Dépenses des actions communes, en M€

	Personnel	Fonctionnement et investissement	Total
Soutien et formation	0,61	2,18	2,79
Expertise et valorisation	0,57	0,54	1,11
Information scientifique et communication	4,38	1,98	6,36
Relations internationales	8,20	3,34	11,54
Animation scientifique	2,76	0,17	2,93
Evaluation scientifique	0,47	0,27	0,74
Formation permanente	0,00	1,29	1,29
Contributions aux partenariats	0,05	1,19	1,24
Moyens navals	1,78	1,21	2,99
Autres grands équipements scientifiques	0,00	2,42	2,42
TOTAL	18,82	14,59	33,41

TABLEAU 3 : Dépenses des fonctions support, en M€

	Personnel	Fonctionnement et investissement	Total
Action sociale	0,05	1,05	1,10
Système d'information	2,41	7,71	10,12
Opérations immobilières	0,00	1,16	1,16
Représentations territoriales ⁽¹⁾	8,14	5,27	13,41
Services centraux	11,03	2,30	13,33
Autres	0,00	0,12	0,12
TOTAL	21,63	17,61	39,24

(1) métropole et collectivité d'outre-mer ; les représentations à l'étranger sont imputées sur la ligne "relations internationales" des actions communes (tableau 2)



Les ressources humaines

L'IRD dispose de 1 653 emplois budgétaires. L'Institut a transformé 9 postes d'agent technique de la recherche en 1 poste d'ingénieur de recherche, 1 poste d'ingénieur d'études, 2 postes d'assistant ingénieur et 5 postes de technicien. La proportion de femmes a encore augmenté sensiblement puisqu'elles représentent près de 40% de l'effectif titulaire de l'Institut, soit 22% des chercheurs (9% des directeurs de recherche, 30% des chargés de recherche) et 56% des ingénieurs et techniciens.

L'âge moyen de l'effectif titulaire est de 46 ans et demi, soit 47 ans et demi pour les chercheurs, et 45,4 ans pour les ingénieurs et techniciens. L'âge moyen des femmes est de 42,8 ans, celui des hommes de 48,7 ans.

Une présence sur tous les continents

Sur l'ensemble de l'effectif - titulaires et non titulaires - 43% travaillent hors métropole. Il est à noter qu'entre 2003 et 2005, le nombre de journées d'expatriation et de missions longue durée confondues a progressé de 183 000 à 190 000.

La présence de l'Institut sur le continent africain est significative puisque près des 3/4 des personnels exerçant à l'étranger y sont affectés. Dans les ROM-COM, un peu plus de la moitié (51,5%) des agents exercent en Nouvelle-Calédonie, un quart en Guyane.

Enfin, en métropole, si la plupart des agents travaillent au siège de l'Institut et dans les centres IRD de Brest, Orléans et Montpellier, 34,2% sont accueillis dans des structures partenaires (organismes de recherche, universités...) implantées dans les régions Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte-d'Azur ou Midi-Pyrénées.

Missions longue durée

Créées pour instaurer plus de souplesse dans les modalités d'affectation, les missions longue durée - d'une durée moyenne de 4 mois - permettent de renforcer les équipes scientifiques à l'étranger. En constante augmentation depuis leur mise en place, 155 missions de longue durée ont été réalisées, contre 33 en 2002, 81 en 2003 et 115 en 2004. Les destinations les plus fréquentes sont l'Amérique Latine (40%), l'Afrique (40%) et l'Asie (20%).

Les recrutements et les promotions

Les chercheurs

L'IRD a recruté 36 chercheurs, dont 11 femmes, par concours externe : 17 DR (directeurs de recherche), 4 CR1 (chargés de recherche 1^{ère} classe) et 15 CR2 (chargés de recherche 2^{ème} classe). Sur les 36 chercheurs recrutés, 11 sont des femmes (31 %).

11 enseignants-chercheurs ont été accueillis en détachement, auxquels s'ajoutent 9 prolongations de détachement. En outre, l'IRD a obtenu l'autorisation de recruter 11 chercheurs en CDD au 1^{er} septembre.

Dans le cadre de la campagne d'avancement, 24 chercheurs - dont 5 femmes - ont été promus par avancement de grade.

Les ingénieurs et techniciens

L'IRD a recruté 30 ingénieurs et techniciens par voie de concours externe : 3 ingénieurs de recherche (IR), 5 ingénieurs d'études (IE), 4 assistants ingénieurs (AI), 13 techniciens (T), 3 adjoints techniques de la recherche et 2 agents techniques de la recherche (AGT).

Sept d'entre eux ont été recrutés dans la branche d'activité professionnelle « Sciences du Vivant » (4I, 3T), un en « Sciences Chimiques Sciences des Matériaux » (1T), trois en « Sciences de l'Ingénieur et Instrumentation Scientifique » (1IE, 2AI), deux en « Sciences Humaines et Sociales » (1 IR, 1 AI), deux en « Documentation Edition Communication » (1IR et 1AI), quatre en « BAP Patrimoine Logistique Prévention » (2 AJT et 2 AGT), onze en « Gestion Scientifique et Technique » (1 IE, 9 T et 1 AJT).

Par ailleurs, 13 postes d'ingénieurs et techniciens ont été ouverts aux concours internes (2 IR, 1 IE, 3 AI, 6 T, 1 AJT).

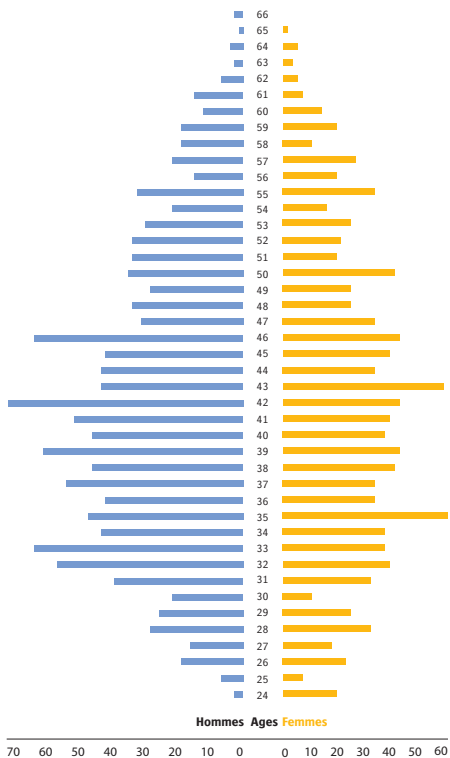
Dans le cadre de la campagne d'avancements, 7 ingénieurs et techniciens ont bénéficié d'un changement de corps (1 IR, 1 IE, 1 AI, 4T) et 24 d'un avancement de grade (2 IE, 14 T, 3 AJT, 5 AGT). En outre, 107 avancements accélérés d'échelon ont pu être accordés.

Formation

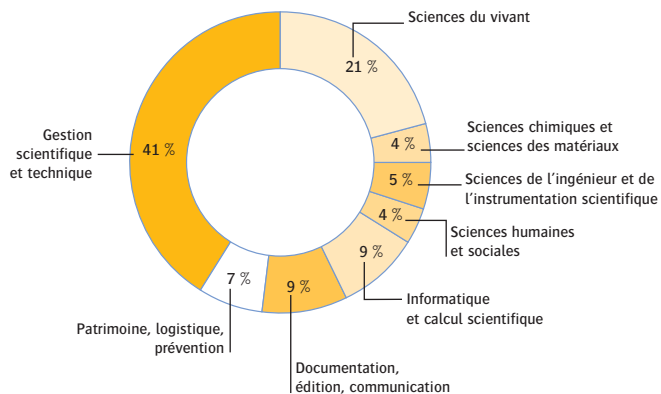
L'IRD a privilégié cette année l'accompagnement des agents dans la mise en place des projets institutionnels prioritaires, tels que l'application informatique Sorgho et le nouveau cadre budgétaire et comptable. Des formations visant à l'organisation et à la maîtrise de la qualité dans la recherche ont également été mises en œuvre. Enfin, un plan de formation, conciliant les impératifs institutionnels et les aspirations des agents, a permis d'intégrer les projets d'équipe et les demandes individuelles.

Contact : ddp@paris.ird.fr

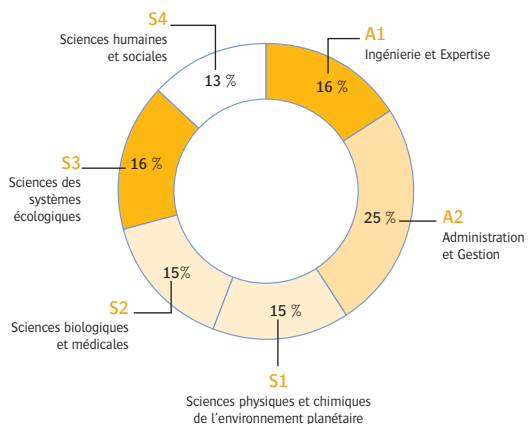
Pyramide des âges



Répartition par branche d'activité des Ingénieurs et Techniciens



Répartition par commission



Répartition du personnel par zone géographique

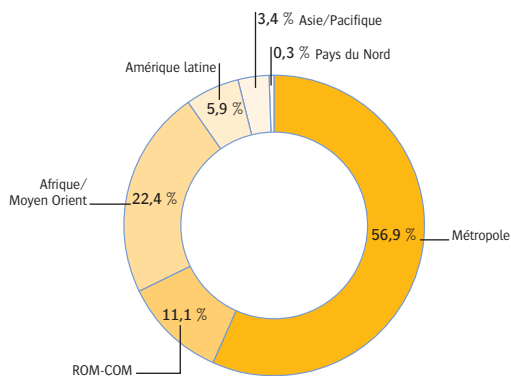


TABLEAU 1 : Emplois budgétaires

	2001	2002	2003	2004	2005
Chercheurs	831	833	827	817	817
Ingénieurs	371	393	396	415	419
Techniciens	421	417	419	410	406
Postes fonctionnels	11	11	11	11	11
Total	1 634	1 654	1 653	1 653	1 653

TABLEAU 2 : Répartition des personnels sur emplois budgétaires par catégorie et par sexe

	Hommes	%	Femmes	%	Total
Chercheurs	617	77,7 %	177	22,3 %	794
ingénieurs	211	50,0 %	211	50,0 %	422
Techniciens	140	36,2 %	247	63,8 %	387
Postes fonctionnels	7	77,8 %	2	22,2 %	9
Total	975	60,5 %	637	39,5 %	1 612

TABLEAU 3 : Evolution du taux d'affectation hors métropole du personnel sur emploi budgétaire (en%)

	2001	2002	2003	2004	2005
Chercheurs expatriés	39,90 %	38,80 %	36,70 %	33,80 %	35,14 %
Ingénieurs et techniciens expatriés	34,50 %	32,20 %	30,70 %	28,80 %	24,45 %

TABLEAU 4 : Evolution du nombre de missions longue durée

	2002	2003	2004	2005
Afrique/Moyen Orient	15	38	42	60
Amérique Latine	16	33	45	60
Asie/pacifique	4	8	20	32
Pays du Nord	1	2	8	3
Total	36	81	115	155



Les systèmes d'information

L'année marque le terme de la première tranche (2002-2005) de mise en œuvre du schéma directeur des systèmes d'information (SDSI). Les investissements et les efforts (10,6 M€ et 190 années - hommes de travail) ont été concentrés sur 3 priorités :

- le renforcement et la sécurisation de l'infrastructure technique informatique (matériels et réseaux), qui constitue la colonne vertébrale de l'Institut compte tenu de sa répartition géographique ; soit 20% des investissements
- la rénovation complète du socle administratif et de gestion afin de supporter l'arrivée du NCBC et de la LOLF ; soit 70% des investissements (projet SORGHO)
- le renforcement significatif du service de proximité offert aux utilisateurs par les équipes informatiques locales de la DSI.

Parallèlement, des actions plus limitées (10 % des investissements) ont été conduites, contribuant plus directement aux missions de l'Institut : modernisation des systèmes documentaires, des centres de documentation et des bibliothèques ; lancement de l'appel à projets SPIRALES permettant d'aider les volets informatiques de certains projets de recherche à des fins d'économies d'échelle et de capitalisation ; le développement de l'application ELEUSINE pour les appels à projets du Département Soutien et Formation des communautés scientifiques du Sud ; la conduite de premières expériences en matière de plate-forme collaborative ou d'enseignement à distance.

Au terme de cette tranche 2002-2005, l'Institut dispose d'un socle technique renforcé et du noyau d'un système d'information de gestion administrative. Lors de la seconde tranche 2006-2009, l'IRD poursuivra l'effort engagé afin de faire évoluer son système d'information au service de la production des connaissances, de leur gestion et de leur valorisation, cela dans l'objectif d'accompagner la communauté scientifique dans son activité. Enfin, plus globalement, le système d'information devra soutenir la modernisation des outils nécessaires à l'Institut pour répondre aux enjeux de son repositionnement stratégique.

Contact : dsi@paris.ird.fr



L'évaluation

Évaluer et rendre compte des performances du dispositif scientifique

Afin de renforcer progressivement l'articulation entre l'évaluation et la production d'indicateurs de l'activité de l'Institut, la délégation en charge de l'évaluation des personnels et des structures scientifiques a été réorganisée en fin d'année pour devenir la Délégation à l'Évaluation et aux Indicateurs (DEI).

Cette évolution s'inscrit notamment dans le cadre de la réforme du budget de l'État qui substitue une logique de résultats à une logique de moyens. Les indicateurs associés au programme « Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources » de la LOLF, dont dépend le budget de l'IRD, ont été renseignés pour la première fois cette année. L'IRD a consolidé les indicateurs du contrat d'objectifs 2001-2004. Le bilan de cet exercice a permis à la direction de l'Institut et à ses tutelles de faire évoluer les indicateurs du nouveau contrat d'objectifs 2006 - 2009.

Dix-neuf des unités de recherche ou de service (dont 5 unités mixtes), qui arrivaient au terme de leur quadriennal au 31 décembre, ont été évaluées. L'évaluation de ces structures a permis la poursuite du processus de resserrement du dispositif de recherche, qui est passé de 83 à 79 unités de recherche ou de service.

Les quatre commissions scientifiques sectorielles, les deux commissions de gestion de la recherche et de ses applications et le conseil scientifique ont été mobilisés pour le recrutement de 38 chercheurs (DR2, CR1 et CR2). Pour cela, 340 candidats ont été auditionnés dans la phase d'admissibilité. Les instances ont également procédé à l'évaluation biennale ou pour promotion de grade au choix de 446 chercheurs et ont examiné l'activité de 420 ingénieurs et techniciens.

Contact : dei@paris.ird.fr